

Veille internationale

États-Unis

L'*Institute for Policy Studies* a récemment publié un rapport faisant état du fossé qui se creuse entre les retraités américains et l'élite du monde des affaires. Intitulé *A Tale of Two Retirements. As working families face rising retirement insecurity, CEOs enjoy platinum pensions*, le document montre que les fonds de retraite de 100 PDG américains valent 4,7 milliards de dollars US, soit l'équivalent des économies de retraite de 41 % des familles américaines qui ont les réserves les plus modestes. Ce fossé pourrait s'accroître si le président Trump réalise son souhait d'abaisser le taux d'imposition des plus riches de 39,6 % à 33 %, permettant ainsi aux dirigeants des entreprises qui figurent dans le Fortune 500 d'épargner quelque 196 millions de dollars US annuellement. En effet, contrairement aux détenteurs ordinaires de plan de retraite 401 (k), la plupart des principaux PDG n'ont aucune limite sur les cotisations annuelles à leurs comptes à impôt différé.

<http://www.ips-dc.org/wp-content/uploads/2016/12/IPS-Two-Retirements-Report-final-for-dec-15.pdf>

Grèce

Alors qu'il annonçait sa décision d'augmenter le montant des pensions pour les retraités pauvres, le gouvernement de Tsípras a été réprimandé par les ministres des Finances des États membres de la zone euro. L'Eurogroupe a menacé de suspendre la mesure d'allègement de la dette en raison d'un « manquement à la mise sous tutelle des dépenses budgétaires ». La hausse des pensions devait pourtant ne représenter qu'entre 300 et 830 euros par an pour les 1,6 million de Grecs qui touchent moins de 850 euros mensuels. Le Fonds Monétaire International (FMI), la Commission européenne, la BCE et le Mécanisme européen de stabilité (MES) ont toutefois rappelé au gouvernement Tsípras que depuis que le pays est sous perfusion du FMI et des pays de la zone euro, toutes les décisions budgétaires doivent avoir l'aval des créanciers d'Athènes.

http://www.liberation.fr/planete/2016/12/14/grece-tsipras-vote-des-mesures-sociales-la-zone-euro-se-fache_1535275

Suisse

Le Conseil des États suisse a récemment rejeté le principe d'augmenter l'âge de la retraite à 67 ans. La majorité de centre gauche propose plutôt un bonus de l'assurance-vieillesse (AVS, 1^{er} pilier) pour compenser la baisse des rentes de la prévoyance professionnelle (2^e pilier). Selon la Tribune de Genève, ces décisions sont surprenantes, car les choix politiques pour assurer l'avenir des retraites ont été tracés par les sénateurs de l'ancienne législature. Les nouveaux élus – considérés comme plus à droite – ont finalement fait bloc avec la gauche en estimant que les petits revenus ont tout à gagner avec le bonus du 1^{er} pilier. Ceux-ci cotisent moins que les grands revenus, mais reçoivent une part proportionnellement plus importante. Le 2^e pilier suisse est quant à lui un système plus individualiste, chacun cotisant pour sa propre retraite. Pour arriver aux mêmes montants, les petits revenus devraient épargner davantage. Le débat se poursuit au Conseil national suisse (chambre basse).

<http://www.tdg.ch/suisse/hausse-automatique-ge-retraite-rejetee/story/20172012>